

*Les féministes pour une Europe Laïque*  
*Rome, 31.05-01.06.2008*

**La laïcité comme principe fondateur d'une citoyenneté Européenne**  
**Nina Sankari (IFE-EFI Pologne)**

*A titre d'introduction, deux remarques:*

- 1. Récemment, j'ai participé à quelques colloques en Pologne et à l'étranger. Voilà les titres de mes dernières interventions: „Le recul du droit des femmes et la détérioration de leur situation en Pologne après 1989”, „Pologne: laïcité perdue”, „La gauche vaincue en Pologne et les conséquences de cette défaite pour le droit des femmes”. Ce n'est pas un hasard: quand la gauche trahit ses idéaux, elle perd. Quand elle perd, c'est la laïcité qui est menacée et les droits des femmes qui sont en danger. Actuellement les sondages donnent 4% de popularité à l'Alliance de la Gauche Démocratique en Pologne, un parti majoritaire il y a quelques années.*
- 2. En 1983 j'étais assise avec des amis à la terrasse d'une maison au Liban Nord. Nous étions là, quelques amis dont les uns étaient des libéraux qui avaient fait leurs études en France et les autres - des communistes qui l'avaient fait en Union Soviétique. Tout d'un coup, au bruit habituel d'une rue levantine s'est joint un vacarme étrange: des tambours, des voix qui scandaient quelque chose. Bientôt une poignée d'hommes, le bandeau vert sur le front et la torche enflammée dans la main, avec quelques enfants agités fermant le cortège, sont passées par la rue principale de la ville. A ma questions - qui est-ce?- les libéraux ont répondu: „des extrémistes sans aucune importance” et les communistes – „ ce sont nos alliés avec qui nous avons un ennemi commun - l'Israel et son ami, l'impérialisme américain”. Quelques mois plus tard la ville est tombée entre les mains des islamistes. Beaucoup de communistes ont eu la gorge coupée et plusieurs libéraux ont voilé leurs femmes.*

Au cours de notre conférence nous avons pu constater que dans une Europe soumise au règne des dogmes néo-libérales, dans un climat politique de plus en plus conservateur, la religion, ou plus correctement, toutes les religions, ont augmenté fortement leur influence. Le lien entre les religions et la culture patriarcale qu'elles véhiculent et qu'elles refusent de remettre en question est un fait. Cette culture qui infériorise la femme depuis 4 mille ans déjà, constitue toujours un obstacle à ce que les femmes exercent une pleine et authentique citoyenneté et ceci même aujourd'hui en Europe. Pire encore, nous avons vu que les Églises et les structures religieuses conservatrices lancent une offensive sans précédent contre les droits fondamentaux que les femmes ont conquis de haute lutte depuis 100 ans. Nous assistons à la montée du cléricalisme et des fondamentalismes religieux de tous bords qui minent les sociétés européennes avec le communautarisme religieux et ethnique dont les femmes sont les premières victimes au temps de la paix et d'autant plus pendant les guerres qui éclatent sous drapeaux communautaristes (par ex.: le viol ethnique, l'esclavage sexuel ethnique en Bosnie). Les témoignages des participantes de notre conférence en disent long sur le recul du droit des femmes en Europe: attaques contre l'IVG bientôt interdite dans 5 pays d'Europe, contre les examens prénataux et la contraception, contre les droits sexuels des femmes, campagnes massives de dénigrement des femmes dans les puissants média religieux ou même publics, indoctrinement réactionnaire des jeunes dans l'enseignement religieux, complaisance affichée face aux crimes sexistes envers les femmes. Les intervenantes venues du Proche Orient et de l'Afrique ont montré les conséquences du fondamentalisme religieux qu'elles subissent aujourd'hui dans leurs pays respectifs. Mais leurs problèmes migrent avec elles en Europe ou on permet que les femmes subissent les mêmes injustices en Europe que dans leurs pays d'origine: mariages forcés, polygamie, crimes d'honneur, mutilations sexuelles etc., pourtant

défendus en Europe mais tolérés sous l'oeil indulgent des gouvernements européens. La délaïcisation des pays autrefois laïcs (pays de l'Est), les attaques contre la laïcité en France, la montée du poids politique des Églises dans bien d'autres pays européens se font non sans appui des forces politiques et des gouvernements conservateurs. Une nouvelle « alliance du Trône et de l'Autel » s'est déjà installée dans certains pays européens et dans d'autres est en marche contre le femmes.

Les femmes sont donc les premières à faire les frais d'une Europe cléricale et ultralibérale. Elles doivent aussi être les premières à dénoncer cet évolution et à défendre la laïcité qui devient aujourd'hui une exigence vitale pour leurs droits et à lutter pour la construction d'une Europe Laïque.

Rappelons nous que les doctrines religieuses sont formulées par les hommes et dans leur intérêt:

*« ... la moitié de la population européenne (les femmes) n'a guère, voire aucune, possibilité d'influencer la doctrine religieuse. Par conséquent, plus nous laissons la religion exercer une influence sur nos sociétés et nos processus de décision politique, moins les politiques et pratiques qui en résultent seront représentatives et respectueuses des droits des femmes. » \**

Les religions sont utilisées comme justification des violations des droits humains des femmes sous prétexte d'application des principes démocratiques de la liberté de confession. Cela arrive malgré de nombreuses protestations. La Résolution du Conseil de l'Europe adoptée en octobre 2005 pourtant dit clairement: « La liberté de religion ne peut pas être acceptée comme un prétexte pour justifier les violations des droits des femmes, qu'elles soient flagrantes ou subtiles, légales ou illégales, pratiquées avec ou sans le consentement théorique des victimes - les femmes. »

La laïcité constitue le meilleur antidote contre la violation des droits humains des femmes aux justifications religieuses. La stricte séparation entre les institutions publiques et les structures religieuses est la précondition à l'exercice d'une citoyenneté pleine et authentique par les femmes.

Il existent des modèles différents de la laïcité moderne: la laïcité française, américaine et turque. Je passe sur le modèle de laïcité qui existait dans les pays de l'Est au temps des régimes dits communistes et qui était proche de la laïcité française mais fondé sur une séparation de l'Etat et de l'Église à sens unique (l'Etat se réservant le droit d'ingérence dans les affaires de l'Église). Sans se lancer dans une analyse approfondie de ces modèles différents, on peut constater que le modèle français apparait comme le plus approprié pour être appliqué en Europe, d'abord, parce qu'il existe depuis plus de 100 ans et ensuite parce qu'il s'est montré comme une force organisatrice de la société capable de traduire l'aspiration du peuple à l'émancipation.

La loi française du 1905 sur la séparation des Églises et de l'Etat commence par 2 articles qui sont indissociables et qui déterminent le caractère de cette séparation:

- „Article 1: La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous seules conditions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.
- Article 2: La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. (...) seront supprimés des budgets de l'Etat, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercices des cultes.”

Bien entendu, cette séparation à elle seule, n'a pas suffi pour libérer les femmes d'un seul coup, la lutte pour les droits des femmes en France comme ailleurs était longue (rappelons nous que les femmes en France ont reçu le droit de vote seulement en 1944) et continue toujours. Mais c'était un cadre juridique qui permettait aux femmes de mener leur combat pour une émancipation concrète et durable sans les freins religieux au niveau du pouvoir de l'Etat. Cette séparation signifie l'égalité des toutes options spirituelles, ôte aux Églises tout statut de droit public et renvoie les religions dans la sphère privée. Sans cette séparation les premières conquêtes comme le mariage et ensuite le divorce civils ne seraient pas possibles.

Mais si la laïcité est une forme d'organisation de la société qui ouvre la voie à l'émancipation des femmes, c'est parce qu'elle est une valeur universelle qui exprime l'aspiration générale d'émancipation de l'humanité: des hommes et des femmes.

L'étymologie du mot „laïcité” vient de l'ancien mot grec „laos” qui signifie „qui appartient au peuple”. C'est en repartant de cette source que le grand défenseur français de la laïcité, le philosophe Henri Pena-Ruiz définit la laïcité. Selon lui la laïcité „assure l'unité du peuple par la loi commune fondée sur la liberté et l'égalité de tous”. C'est donc l'affirmation originaire du peuple comme union d'hommes libres de toute tutelle morale ou intellectuelle et égaux, une communauté où tous peuvent se reconnaître quelles que soient leurs convictions ou particularités. Elle apparaît ainsi comme un remède contre toutes discriminations qu'elles soient basées sur les convictions ou le sexe, la race, l'orientation sexuelle, etc. Mais cette union ne se fait pas autour d'une religion, une croyance ou une origine ethnique avec ses traditions, langues ou coutumes particulières communes ou supposés communes. Puisque l'idéal laïque est celui d'un monde commun par-delà leurs différences, c'est le meilleur antidote contre le communautarisme qui empoisonne les sociétés aujourd'hui. La laïcité n'est pas une force dirigée contre le pluralisme religieux ou idéologique. Mais elle protège la société contre l'aliénation de l'espace public par de différents groupes de pression confessionnelles ou idéologiques. Elle interdit aussi bien la religion que l'athéisme d'état. Ainsi la laïcité est le meilleur antidote contre les guerres des dieux ou les totalitarismes.

Les valeurs associées à cet idéal sont liberté et égalité mais aussi solidarité. Pour que cette union d'hommes libres et égaux ne soit pas une union de façade, il faut associer à la laïcité la solidarité redistributive assurant à tous la dignité d'existence et la justice sociale. Cette conception de la laïcité sous-entend l'existence d'un état capable d'agir dans l'intérêt général et s'oppose au modèle d'état qui se répand actuellement en Europe, un modèle minimal d'état qui démissionne de ses fonctions, surtout de ses fonctions sociales, en laissant les acteurs économiques ou confessionnels (qui sont par définition antidémocratiques parce qu'ils ne viennent pas du suffrage démocratique) de décider du sort de la société. La laïcité dans un état-dépositaire du bien commun forme les conditions pour une citoyenneté authentique.

La loi 1905 sur la séparation des Églises et de l'Etat constituait un acte de grand courage politique mais aussi intellectuel, un acte libérateur de la pensée qui rejetait le règne des dogmes dans la vie publique. Cette valeur de la séparation des Églises et de l'Etat reste toujours valable aujourd'hui, elle est une exigence pour l'existence d'une pensée critique et autonome. La formule célèbre de Condorcet „Rendre la raison populaire” reste toujours le devoir d'un Etat laïque et une mission de l'école laïque.

On entend aujourd'hui en France, et ce message vient aussi du plus haut, que la laïcité française est dépassée par le temps, qu'elle ne s'accommode plus de la société d'aujourd'hui et doit être redéfinie... Le modèle de séparation des Églises et de l'Etat, étant qualifié d'hostile, on cherche l'adoucir en propageant une idée de laïcité multiple, ou celle d'accueil, ou encore positive, inclusive ou ouverte. On ajoute tous ces épithètes séduisants dans un seul but: pour qu'il en reste moins de laïcité. Mais ce n'est pas une laïcité boiteuse qui pourrait garantir les droits humains des femmes et des hommes.

On objecte aussi que le modèle français de laïcité est unique, spécifique et n'applicable qu'en France. C'est faux. C'est autant de dire que la pénicilline inventé par Fleming n'est bonne qu'aux Écossais (H.Pena-Ruiz). La Suède suit avec succès l'exemple français et il y a un grand nombre de partisans de la laïcité dans toute l'Europe et dans le monde, notre conférence en est une des preuves.

L'Initiative Féministe Européenne dès le début de ses activités dénonce le lien existant entre le néolibéralisme, le cléricisme et le fondamentalisme qui agissent violemment contre les droits humains des femmes mais aussi ceux des hommes en général et qui constituent un obstacle principal à l'émancipation des femmes mais aussi de l'humanité tout court.

Notre réponse, c'est un projet d'une Europe Laïque dont les principes fondateurs et les outils sont formulés dans le manifeste „Propositions féministes pour une Europe Laïque” que nous allons présenter à la fin de cette conférence.

Seule une Europe laïque, antipatriarcale, pacifique et antiraciste, une Europe de l'égalité entre les hommes et les femmes, une Europe des droits sociaux - sera une vraie Europe démocratique. Seule une Europe démocratique offrira une citoyenneté authentique.

\* Conseil de l'Europe, Assemblée parlementaire Doc. 10670, *Exposé des motifs par Mme Zapfl-Helbling, par. 36*